



DOLLARAMA INC.
RAPPORT DE GESTION
Troisième trimestre clos le 30 octobre 2016

Le 7 décembre 2016

Le présent rapport de gestion, daté du 7 décembre 2016, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2016. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2016 ainsi qu'avec ses états financiers consolidés audités annuels et les notes annexes pour l'exercice 2016 (tel qu'il est défini ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2016 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La Société est gérée sur la base d'un seul secteur à présenter, et sa monnaie de fonctionnement et de présentation est le dollar canadien.

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2015 » désigne l'exercice de la Société clos le 1^{er} février 2015, « exercice 2016 » désigne l'exercice de la Société clos le 31 janvier 2016, « exercice 2017 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 29 janvier 2017 et « exercice 2018 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 28 janvier 2018.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus proche du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés prospectifs que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur :

- les attentes relatives au nombre net de nouveaux magasins ouverts et aux dépenses d'investissement générales;
- les attentes relatives à une marge brute durable;
- les hausses générales des frais d'administration et des frais d'occupation;
- les attentes à l'égard des frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins en pourcentage des ventes;
- la situation de trésorerie de la Société;
- l'effet d'accroissement de valeur potentiel lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités;
- les coûts et l'échéancier de construction du nouvel entrepôt.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à notre disposition ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et que nous avons formulées à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture actuelle et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs que nous croyons pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment, sans s'y limiter, les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du plus récent rapport de gestion annuel de la Société et dans sa notice annuelle de l'exercice 2016, tous deux disponibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com : augmentations futures des charges d'exploitation et du coût des marchandises, incapacité de maintenir une gamme de produits et de nous réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées, incapacité de maintenir notre image de marque et notre réputation, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de nos magasins, de nos entrepôts, de notre centre de distribution et de notre siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque de taux d'intérêt relatif à notre dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, conjoncture générale de l'économie, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologies de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, catastrophes naturelles et perturbations géopolitiques, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, litiges et conformité sur les plans réglementaire et environnemental.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur nous; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire nos attentes en date du 7 décembre 2016, et nous n'avons pas l'intention et déclinons toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si nous y sommes tenus en vertu de la loi. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Mesures conformes aux PCGR et mesures hors PCGR

Le présent rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR utilisées par la Société sont les suivantes :

BAIIA	Représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements.
Marge du BAIIA	Représente le BAIIA divisé par les ventes.
Total de la dette	Représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer au titre de la partie courante) et d'autres dettes bancaires (le cas échéant).
Dette nette	Représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
Résultats non distribués ajustés	Représente le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 30 octobre 2016 par rapport à ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

Les mesures hors PCGR susmentionnées n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les mesures hors PCGR fournissent aux investisseurs une mesure supplémentaire de la performance opérationnelle et de la situation financière de la Société et mettent ainsi en évidence les tendances dans ses activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. À l'exception des résultats non distribués ajustés, ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe conforme aux PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR. La direction a recours aux mesures hors PCGR pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels, pour évaluer notre capacité à prendre en charge le service futur de notre dette, nos dépenses d'investissement et nos besoins en fonds de roulement, et pour évaluer la performance de la haute direction. La direction a recours au total de la dette et à la dette nette pour calculer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins en trésorerie futurs et les ratios d'endettement de la Société. Les résultats non distribués ajustés sont une mesure hors PCGR qui présente les résultats non distribués sans l'incidence de l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société par rapport ii) à la valeur comptable de ces actions ordinaires. Nous pensons que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées s'appuient fréquemment sur des mesures hors PCGR pour évaluer les émetteurs. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour consulter un rapprochement des mesures hors PCGR utilisées et présentées par la Société avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.

Faits nouveaux

Modification de la convention de crédit SAR

Le 21 novembre 2016, la Société et les prêteurs ont conclu une convention modifiant la convention de crédit SAR (définie ci-après) aux termes de laquelle la durée de cette dernière a été prorogée d'un an, soit du 14 décembre 2020 au 14 décembre 2021.

Nouvel entrepôt à Montréal (Québec)

La construction du nouvel entrepôt d'une superficie de 500 000 pieds carrés dans la région de Montréal est maintenant presque achevée, selon l'échéancier et en deçà du budget prévu. Le total des coûts liés à ce projet, soit environ 62,0 M\$, comprend le coût du rayonnage à palettes, des luminaires et d'autre matériel en cours d'installation, outre le terrain et l'immeuble. La construction a commencé en mars 2016 et l'entrepôt devrait être prêt à l'utilisation avant la fin de l'exercice.

Aperçu

Nos activités

Au 30 octobre 2016, nous exploitons 1 069 magasins au Canada, et nous poursuivons l'expansion de notre réseau partout au pays. Nos magasins ont une superficie moyenne de 9 990 pieds carrés, et ils proposent un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, notamment des articles de marque maison et de marques nationales, à prix attractifs. Notre marchandise est vendue soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 4,00 \$. Tous les magasins appartiennent à la Société et sont exploités par celle-ci, ce qui permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Pratiquement tous les magasins sont situés dans des endroits achalandés comme des galeries marchandes et des centres commerciaux, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

Notre stratégie consiste à faire progresser les ventes, le résultat net et les flux de trésorerie en offrant un grand éventail d'articles d'usage courant à prix attractifs à une large clientèle. Nous visons à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de nos activités.

Faits saillants du troisième trimestre de l'exercice 2017

Comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2016 :

- les ventes ont augmenté de 11,2 % pour s'établir à 738,7 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ ont progressé de 5,1 %, en sus d'une croissance de 6,4 % à l'exercice précédent;
- la marge brute¹⁾ s'est établie à 39,5 % des ventes, contre 40,0 % des ventes;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 12,7 % pour s'établir à 174,5 M\$, soit 23,6 % des ventes, comparativement à 23,3 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 12,1 % et s'est chiffré à 159,8 M\$, soit 21,6 % des ventes, comparativement à 21,5 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 17,9 %, passant de 0,78 \$ à 0,92 \$.

Au troisième trimestre de l'exercice 2017, la Société a ouvert un nombre net de 18 nouveaux magasins, contre un nombre net de 16 nouveaux magasins au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2016 :

- les ventes ont augmenté de 11,9 % pour s'établir à 2 108,7 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ ont progressé de 5,7 %, en sus d'une croissance de 7,1 % à l'exercice précédent;
- la marge brute¹⁾ s'est établie à 38,3 % des ventes, comparativement à 38,2 % des ventes;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 17,0 % pour s'établir à 477,0 M\$, soit 22,6 % des ventes, comparativement à 21,6 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 16,8 % pour s'établir à 434,9 M\$, soit 20,6 % des ventes, comparativement à 19,8 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 22,9 %, passant de 2,01 \$ à 2,47 \$.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, la Société a ouvert un nombre net de 39 nouveaux magasins, comparativement à un nombre net de 50 nouveaux magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent. La Société prévoit toujours ouvrir un nombre net de 60 à 70 nouveaux magasins d'ici la fin de l'exercice.

¹⁾ Le lecteur est prié de se reporter aux notes de la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Perspectives

Le communiqué de presse de la Société daté du 7 décembre 2016, dans sa rubrique « Perspectives », présente les prévisions de la direction à l'égard des perspectives générales de la Société pour le reste de l'exercice 2017 et pour l'exercice 2018. Il est accessible sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site web de la Société à l'adresse www.dollarama.com.

Éléments ayant une incidence sur nos résultats d'exploitation

Ventes

Nous constatons nos ventes au moment où le client paie sa marchandise et en prend possession. Toutes les ventes sont fermes. Nos ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.

Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, nous mettons l'accent sur une offre de marchandises de qualité et diversifiées à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

Par le passé, nous avons enregistré les ventes les plus importantes au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel daté du 30 mars 2016 intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse des risques associés au caractère saisonnier des ventes.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks de marchandises, les frais d'occupation des magasins et les frais de transport (variables et proportionnels aux volumes de nos ventes) ainsi que les charges d'exploitation des entrepôts et du centre de distribution. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats au moment où elles sont accordées. Ces ristournes sont comptabilisées en réduction du coût des marchandises achetées, ce qui a pour effet de réduire le coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer rapidement avec la hausse des coûts. Nous arrivons habituellement à réduire le coût des produits vendus en nous approvisionnant davantage auprès de fournisseurs étrangers à bas prix. Pour l'exercice 2016, nos achats effectués directement auprès de fournisseurs étrangers représentaient 56 % de nos achats (52 % pour l'exercice 2015). Bien que nous continuions de nous approvisionner majoritairement en Chine, nous achetons aussi des produits provenant de plus de 30 pays différents.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que le dollar canadien, le coût des produits vendus fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la majeure partie de nos produits importés proviennent de Chine et sont payés en dollars américains. Par conséquent, le coût des produits vendus est sensible aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et à celles du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Bien que nous concluons des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien, généralement de 9 à 12 mois d'avance, nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport, y compris les suppléments imposés par les gouvernements provinciaux, constituent également une composante importante du coût des produits vendus. Lorsque le prix du carburant fluctue, les frais de livraison et de transport augmentent ou diminuent, selon le cas, parce que les transporteurs répercutent généralement cette fluctuation sur les tarifs imposés aux usagers, cette répercussion n'étant habituellement pas visible aussi rapidement, ni complète, dans le cas d'une diminution. Étant donné la grande volatilité du prix du carburant, il est difficile de prévoir les suppléments de carburant que nous pourrions nous voir imposer par nos transporteurs.

Les frais d'occupation se composent principalement des charges locatives des magasins, lesquelles ont généralement augmenté au Canada au fil des ans. Même si nous continuons de ressentir une pression à l'égard des loyers dans certains marchés où la demande pour des emplacements de choix est forte ou les taux d'inoccupation sont bas, la direction estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles et ne prévoit pas de hausses significatives des taux à court et à moyen termes. Habituellement, les baux des magasins sont signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute durable à un niveau qui, à notre avis, nous permet d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation du rendement pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients. La marge brute varie d'un trimestre à l'autre par suite des variations des marges sur les produits, puisque nous renouvelons environ 25 % à 30 % de notre offre annuellement, ou par suite des variations des frais de logistique et de transport, entre autres facteurs. L'objectif demeure de gérer activement la marge brute afin de continuer de proposer une valeur attrayante visant à stimuler une croissance des ventes continue.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels aux volumes de nos ventes, ainsi que des coûts de l'entretien des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen de nos employés des magasins soit plus élevé que le salaire minimum réglementaire, une augmentation de ce dernier pourrait avoir une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par un gain de productivité et une réduction de coûts. Nous prévoyons que les frais d'administration augmenteront à mesure que nous continuerons d'étendre notre infrastructure pour répondre aux besoins créés par la croissance de la Société.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

Nous exerçons nos activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. Nous livrons concurrence à d'autres magasins à un dollar, mais aussi et encore davantage, aux magasins à prix modiques et à escompte, aux dépanneurs et aux grandes surfaces au Canada. Bon nombre d'entre eux exploitent des magasins dans les marchés où nous sommes aussi présents, offrent des produits essentiellement similaires à ceux que nous offrons à même leur offre globale et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. En outre, nous livrons concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements où installer nos magasins et pour attirer et conserver un personnel compétent.

Nous prévoyons que certains facteurs, dont ceux décrits ci-après, mais sans s'y limiter, continueront d'exercer une pression sur l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités : le coût des marchandises, les variations des taux de change, l'instabilité économique à l'échelle mondiale, le niveau d'endettement des consommateurs et leurs tendances d'achat, la conjoncture économique, les taux d'intérêt, le prix du carburant, les coûts des services publics, les conditions météorologiques, la volatilité du marché, les préférences des consommateurs, le taux de chômage, le coût de la main-d'œuvre, l'inflation, les catastrophes, la concurrence et le coût de l'assurance. Un des facteurs qui influe à la fois sur le consommateur et sur l'entreprise est le cours du pétrole. D'une part, une hausse du cours du pétrole pourrait entraîner une réduction des dépenses des consommateurs et une augmentation des coûts liés au transport pour l'entreprise. D'autre part, un recul important et soutenu du cours du pétrole pourrait faire baisser les coûts du transport, mais pourrait également avoir un effet négatif sur les dépenses des consommateurs du fait de pertes d'emplois dans certains secteurs ou marchés géographiques.

Principales informations financières consolidées

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées au 30 octobre 2016 et au 1^{er} novembre 2015 ont été tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes.

	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	30 octobre 2016	1^{er} novembre 2015	30 octobre 2016	1^{er} novembre 2015
	\$	\$	\$	\$
<i>(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)</i>				
Données sur le résultat				
Ventes	738 708	664 491	2 108 688	1 883 851
Coût des produits vendus	447 239	398 537	1 300 779	1 163 525
Profit brut	291 469	265 954	807 909	720 326
Frais généraux	116 972	111 148	330 860	312 741
Dotation aux amortissements	14 666	12 214	42 199	35 140
Résultat d'exploitation	159 831	142 592	434 850	372 445
Coûts de financement	8 517	5 361	22 440	15 352
Résultat avant impôt	151 314	137 231	412 410	357 093
Impôt sur le résultat	41 256	37 155	112 848	96 767
Résultat net	110 058	100 076	299 562	260 326
Résultat net de base par action ordinaire	0,93 \$	0,79 \$	2,50 \$	2,03 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	0,92 \$	0,78 \$	2,47 \$	2,01 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période :				
De base	118 181	127 205	119 864	128 403
Dilué	119 496	128 469	121 101	129 530
Autres données				
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	11,2 %	13,0 %	11,9 %	13,4 %
Croissance des ventes des magasins comparables ¹⁾	5,1 %	6,4 %	5,7 %	7,1 %
Marge brute ²⁾	39,5 %	40,0 %	38,3 %	38,2 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ²⁾	15,8 %	16,7 %	15,7 %	16,6 %
BAIIA ³⁾	174 497	154 806	477 049	407 585
Marge d'exploitation ²⁾	21,6 %	21,5 %	20,6 %	19,8 %
Dépenses d'investissement	42 708	21 357	128 764	63 096
Nombre de magasins ⁴⁾	1 069	1 005	1 069	1 005
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁴⁾	9 990	9 937	9 990	9 937
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,10 \$	0,09 \$	0,30 \$	0,27 \$
			Au	
			30 octobre 2016	31 janvier 2016
			\$	\$
Données tirées de l'état de la situation financière				
Trésorerie et équivalents de trésorerie			70 105	59 178
Stocks de marchandises			475 047	470 195
Immobilisations corporelles			416 933	332 225
Total de l'actif			1 863 475	1 813 874
Total du passif non courant			1 184 642	1 119 996
Total de la dette ⁵⁾			1 279 838	928 376
Dette nette ⁶⁾			1 209 733	869 198

(en milliers de dollars)

	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	30 octobre 2016 \$	1 ^{er} novembre 2015 \$	30 octobre 2016 \$	1 ^{er} novembre 2015 \$
Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :				
Résultat d'exploitation	159 831	142 592	434 850	372 445
Ajouter la dotation aux amortissements	14 666	12 214	42 199	35 140
BAIIA	174 497	154 806	477 049	407 585
Marge du BAIIA ³⁾	23,6 %	23,3 %	22,6 %	21,6 %

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :

BAIIA	174 497	154 806	477 049	407 585
Coûts de financement (déduction faite de l'amortissement des frais d'émission de titres de créance)	(2 047)	(2 024)	(15 217)	(11 602)
Comptabilisation du profit réalisé sur les contrats de change	(7 400)	(24 246)	(43 745)	(49 659)
Règlement en trésorerie du profit sur les contrats de change	1 443	32 126	21 201	75 332
Impôt exigible	(37 284)	(39 286)	(102 105)	(96 616)
Incitatifs à la location différés	1 708	1 089	4 336	3 377
Allocations reçues du propriétaire différées et frais de location différés	1 922	2 749	5 435	7 985
Comptabilisation des allocations reçues du propriétaire différées et des frais de location différés	(1 058)	(997)	(3 191)	(3 296)
Rémunération fondée sur des actions	1 772	1 520	5 175	4 629
Perte sur la sortie d'actifs	206	107	390	464
	133 759	125 844	349 328	338 199
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(35 476)	(11 415)	(46 525)	(98 457)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	98 283	114 429	302 803	239 742

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

(en milliers de dollars)

	Au	
	30 octobre 2016 \$	31 janvier 2016 \$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt au taux annuel fixe de 2,337 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 22 juillet 2021 (les « billets à taux fixe à 2,337 % »)	525 000	-
Billets non garantis de premier rang portant intérêt au taux annuel fixe de 3,095 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 5 novembre 2018 (les « billets à taux fixe à 3,095 % » et, collectivement avec les billets à taux fixe à 2,337 %, les « billets à taux fixe »)	400 000	400 000
Billets non garantis de premier rang portant intérêt à un taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points de base, payable trimestriellement, échéant le 16 mai 2017 (les « billets à taux variable »)	274 834	274 834
Facilité de crédit renouvelable non garantie échéant le 14 décembre 2021 (la « facilité de crédit »)	70 000	250 000
Intérêt à payer sur les billets à taux variable et les billets à taux fixe	10 004	3 542
Total de la dette	1 279 838	928 376

Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

Total de la dette	1 279 838	928 376
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(70 105)	(59 178)
Dette nette	1 209 733	869 198

Le tableau suivant présente un rapprochement du déficit et des résultats non distribués ajustés :

Déficit	(261 508)	(62 375)
Prix payé excédant la valeur comptable des actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités	1 868 373	1 405 506
Résultats non distribués ajustés ⁷⁾	1 606 865	1 343 131

Le déficit au 30 octobre 2016 ne reflète pas une mauvaise performance opérationnelle ni une détérioration de celle-ci. Il découle du fait qu'une part importante de la contrepartie en trésorerie payée pour le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société est portée en diminution des résultats non distribués et que le cours du marché auquel les actions sont rachetées excède considérablement la valeur comptable de ces actions. En dépit de ce traitement comptable, la direction estime toujours que le rachat d'actions demeure une stratégie efficace pour créer de la valeur pour les actionnaires et constitue une utilisation adéquate des solides flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de la Société.

- 1) La croissance des ventes des magasins comparables constitue une mesure de l'augmentation ou de la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins ouverts depuis au moins 13 mois d'exercice complets, y compris les magasins délocalisés et agrandis, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- 2) La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux divisés par les ventes. La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par les ventes.
- 3) Le BAIIA, une mesure hors PCGR, représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements. La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les ventes.
- 4) À la fin de la période.
- 5) Le total de la dette, une mesure hors PCGR, représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer au titre de la partie courante) et d'autres dettes bancaires (le cas échéant).
- 6) La dette nette, une mesure hors PCGR, représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
- 7) Les résultats non distribués ajustés représentent le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 30 octobre 2016 par rapport à ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du troisième trimestre de l'exercice 2017

Suit un aperçu de notre performance financière pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2016.

Ventes

Les ventes du troisième trimestre de l'exercice 2017 ont augmenté de 11,2 % pour s'établir à 738,7 M\$, par rapport à 664,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par les facteurs suivants : i) la croissance interne des ventes qui s'est poursuivie par suite de la progression de 5,1 % des ventes des magasins comparables, en sus de la progression de 6,4 % des ventes des magasins comparables au troisième trimestre de l'exercice 2016 et ii) l'augmentation du nombre de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 005 magasins le 1^{er} novembre 2015 à 1 069 magasins le 30 octobre 2016.

La progression des ventes des magasins comparables pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 s'explique par une augmentation de 5,8 % du montant moyen des transactions et par une baisse de 0,6 % du nombre de transactions. Une large part de la diminution du nombre de transactions est attribuable au fait que l'Halloween avait lieu le premier jour du quatrième trimestre de l'exercice 2017.

Il faut généralement environ deux ans aux nouveaux magasins pour atteindre des ventes annuelles d'environ 2,1 M\$, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans.

Pour le trimestre, 64,3 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,25 \$, comparativement à 59,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux de pénétration des cartes de débit a également augmenté, 48,7 % des ventes ayant été réglées par cartes de débit contre 46,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 39,5 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, contre 40,0 % des ventes au troisième trimestre de l'exercice 2016.

Frais généraux

Les frais généraux pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 se sont élevés à 117,0 M\$, une augmentation de 5,3 % par rapport à 111,1 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Cette hausse résulte principalement de la croissance soutenue du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 ont représenté 15,8 % des ventes, comparativement à 16,7 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. La diminution de 0,9 % des frais généraux exprimés en pourcentage des ventes découle essentiellement des améliorations de la productivité du personnel des magasins, des mesures de réduction des coûts au niveau des magasins et de l'effet d'échelle positif de la solide progression des ventes des magasins comparables.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 2,5 M\$, passant de 12,2 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 à 14,7 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, essentiellement en raison de l'amortissement d'immobilisations corporelles des nouveaux magasins et de l'amortissement des investissements faits dans les projets de technologies de l'information. Les coûts comptabilisés relativement à la construction de l'immeuble en cours ne sont pas amortis parce que l'immeuble n'est pas prêt à être utilisé.

Coûts de financement

Les coûts de financement ont augmenté de 3,1 M\$, passant de 5,4 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 à 8,5 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2017. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement des emprunts à long terme.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 4,1 M\$, passant de 37,2 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 à 41,3 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, en raison de la hausse du résultat net. La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée repose sur la meilleure estimation que fait la direction du taux moyen pondéré d'imposition du résultat annuel attendu pour l'exercice complet. Le taux d'imposition prescrit par la loi pour les troisièmes trimestres de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016 était, respectivement, de 26,9 % et de 26,7 %. L'augmentation découle d'augmentations de taux pratiquement en vigueur dans certaines provinces. Le taux d'imposition effectif de la Société pour les troisièmes trimestres de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016 a été, respectivement, de 27,3 % et de 27,1 %.

Résultat net

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, le résultat net a augmenté pour atteindre 110,1 M\$, soit 0,92 \$ par action ordinaire après dilution, contre 100,1 M\$, soit 0,78 \$ par action ordinaire après dilution, pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Cette augmentation du résultat net est essentiellement attribuable à la hausse de 11,2 % des ventes et à la diminution des frais généraux exprimés en pourcentage des ventes. Le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a eu une incidence positive sur le résultat par action.

Analyse des résultats des neuf premiers mois de l'exercice 2017

Suit un aperçu de notre performance financière pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2016.

Ventes

Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2017 ont augmenté de 11,9 % pour s'établir à 2 108,7 M\$, par rapport à 1 883,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par les facteurs suivants : i) la croissance interne des ventes qui s'est poursuivie par suite de la progression de 5,7 % des ventes des magasins comparables, en sus de la progression de 7,1 % des ventes des magasins comparables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 et ii) l'augmentation du nombre de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 005 magasins le 1^{er} novembre 2015 à 1 069 magasins le 30 octobre 2016.

La progression des ventes des magasins comparables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 est attribuable à une augmentation de 4,7 % du montant moyen des transactions et à une augmentation de 1,0 % du nombre de transactions.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, 63,0 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,25 \$, comparativement à 58,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 38,3 % des ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, comparativement à 38,2 % des ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une légère hausse des marges sur les produits, à l'effet d'échelle positif de l'augmentation des ventes des magasins comparables ainsi qu'à une légère baisse des coûts de logistique exprimés en pourcentage des ventes.

Dans l'ensemble, la marge brute, bien que légèrement supérieure à la fourchette de prévision initiale, demeure conforme aux attentes de la direction, qui continue de s'efforcer de maintenir une offre de produits attrayante pour sa clientèle.

Frais généraux

Les frais généraux pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 se sont élevés à 330,9 M\$, une augmentation de 5,8 % par rapport à 312,7 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Cette hausse résulte principalement de la croissance soutenue du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 ont représenté 15,7 % des ventes, comparativement à 16,6 % des ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. La diminution de 0,9 % des frais généraux exprimés en pourcentage des ventes découle essentiellement des améliorations de la productivité du personnel des magasins, des mesures de réduction des coûts au niveau des magasins et de l'effet d'échelle positif de la solide progression des ventes des magasins comparables.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 7,1 M\$, passant de 35,1 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 à 42,2 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, essentiellement en raison de l'amortissement d'immobilisations corporelles des nouveaux magasins et de l'amortissement des investissements faits dans les projets de technologies de l'information. Les coûts comptabilisés relativement à la construction de l'immeuble en cours ne sont pas amortis parce que l'immeuble n'est pas prêt à être utilisé.

Coûts de financement

Les coûts de financement ont augmenté de 7,0 M\$, passant de 15,4 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 à 22,4 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement des emprunts à long terme.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 16,0 M\$, passant de 96,8 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 à 112,8 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, en raison de la hausse du résultat net. La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée repose sur la meilleure estimation que fait la direction du taux moyen pondéré d'imposition du résultat annuel attendu pour l'exercice complet. Le taux d'imposition prescrit par la loi pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016 était, respectivement, de 26,9 % et de 26,7 %. L'augmentation découle d'augmentations de taux pratiquement en vigueur dans certaines provinces. Le taux d'imposition effectif de la Société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016 a été, respectivement, de 27,4 % et de 27,1 %.

Résultat net

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, le résultat net a augmenté pour atteindre 299,6 M\$, soit 2,47 \$ par action ordinaire après dilution, contre 260,3 M\$, soit 2,01 \$ par action ordinaire après dilution, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Cette augmentation du résultat net est essentiellement attribuable à la hausse de 11,9 % des ventes, à l'amélioration de la marge brute et à la diminution des frais généraux exprimés en pourcentage des ventes. Le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a eu une incidence positive sur le résultat par action.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2017			Exercice 2016			Exercice 2015	
	T3 \$	T2 \$	T1 \$	T4 \$	T3 \$	T2 \$	T1 \$	T4 \$
Données sur le résultat								
Ventes	738 708	728 968	641 012	766 476	664 491	653 290	566 070	669 093
Coût des produits vendus	447 239	449 391	404 149	453 526	398 537	402 708	362 280	409 767
Profit brut	291 469	279 577	236 863	312 950	265 954	250 582	203 790	259 326
Frais généraux	116 972	110 942	102 946	123 075	111 148	103 722	97 871	108 057
Dotation aux amortissements	14 666	14 006	13 527	12 945	12 214	11 775	11 151	10 397
Résultat d'exploitation	159 831	154 629	120 390	176 930	142 592	135 085	94 768	140 872
Coûts de financement	8 517	7 289	6 634	6 043	5 361	4 429	5 562	5 129
Résultat avant impôt	151 314	147 340	113 756	170 887	137 231	130 656	89 206	135 743
Impôt sur le résultat	41 256	40 988	30 604	46 067	37 155	35 186	24 426	35 473
Résultat net	110 058	106 352	83 152	124 820	100 076	95 470	64 780	100 270
Résultat net par action ordinaire								
De base	0,93 \$	0,89 \$	0,68 \$	1,01 \$	0,79 \$	0,74 \$	0,50 \$	0,77 \$
Dilué	0,92 \$	0,88 \$	0,68 \$	1,00 \$	0,78 \$	0,74 \$	0,50 \$	0,76 \$

Dans le passé, nous avons enregistré notre chiffre d'affaires le plus faible au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisées en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. La survenance de conditions météorologiques inhabituellement défavorables qui perturbent nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe comme la période des Fêtes ou d'autres fêtes importantes pourrait avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage de nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers.

Situation de trésorerie et ressources en capital

Flux de trésorerie pour le troisième trimestre de l'exercice 2017

<i>(en milliers de dollars)</i>	Périodes de 13 semaines closes		
	30 octobre 2016 \$	1 ^{er} novembre 2015 \$	Variation \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	98 283	114 429	(16 146)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(42 708)	(21 166)	(21 542)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(93 400)	(72 878)	(20 522)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net	(37 825)	20 385	(58 210)

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 98,3 M\$, comparativement à 114,4 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Cette diminution du fonds de roulement est principalement attribuable à des écarts temporels dans le calendrier de paiement de l'impôt.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 42,7 M\$, comparativement à 21,2 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Cette augmentation découle principalement de la construction d'un nouvel entrepôt à Montréal, au Québec, et d'investissements dans de nouveaux magasins.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 93,4 M\$, comparativement à 72,9 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Les emprunts sur la dette à long terme pour financer le rachat d'actions dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités ont diminué durant le troisième trimestre de l'exercice 2017 par rapport à l'exercice précédent.

Flux de trésorerie pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017

<i>(en milliers de dollars)</i>	Périodes de 39 semaines closes		
	30 octobre	1^{er} novembre	Variation
	2016	2015	
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	302 803	239 742	63 061
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(128 711)	(62 524)	(66 187)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(163 165)	(142 915)	(20 250)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net	10 927	34 303	(23 376)

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 302,8 M\$, comparativement à 239,7 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Cette augmentation est attribuable à la hausse du résultat net et à un usage moindre du fonds de roulement, comme en témoigne la diminution des niveaux des stocks, ainsi qu'à des écarts temporels dans le calendrier de paiement des charges d'exploitation normales et de l'impôt.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 128,7 M\$, comparativement à 62,5 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Cette augmentation découle principalement de l'acquisition d'un terrain et de la construction d'un nouvel entrepôt à Montréal, au Québec, et d'investissements dans de nouveaux magasins.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 163,2 M\$, comparativement à 142,9 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. La hausse du nombre d'actions rachetées dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités durant les neuf premiers mois de l'exercice 2017 a essentiellement été contrebalancée par le montant plus élevé des emprunts sur la dette à long terme.

Dépenses d'investissement

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, les dépenses d'investissement ont totalisé 42,7 M\$, comparativement à 21,4 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Cette augmentation est principalement attribuable aux coûts de construction du nouvel entrepôt de 11,5 M\$. Les coûts comptabilisés relativement au nouvel entrepôt ne sont pas amortis parce que le nouvel immeuble n'est pas encore prêt à être utilisé.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les dépenses d'investissement ont totalisé 128,8 M\$, comparativement à 63,1 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Les dépenses d'investissement ont augmenté essentiellement en raison de l'achat d'un terrain pour 22,1 M\$ et des coûts de construction du nouvel entrepôt de 39,9 M\$, lesquels comprennent le coût de l'immeuble ainsi que le coût du rayonnage à palettes, des luminaires et d'autre matériel en cours d'installation. Outre les coûts liés à la construction du nouvel entrepôt, l'augmentation des dépenses d'investissement s'explique par l'investissement dans les nouveaux magasins, contrebalancé en partie par la baisse du nombre net de nouveaux magasins ouverts par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les coûts comptabilisés relativement au nouvel entrepôt ne sont pas amortis parce que le nouvel immeuble n'est pas encore prêt à être utilisé.

Ressources en capital

La Société tire de ses activités d'exploitation des flux de trésorerie suffisants pour financer sa stratégie de croissance prévue, assurer le service de sa dette et verser des dividendes aux actionnaires. Au 30 octobre 2016, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie totalisant 70,1 M\$, ainsi que d'un montant disponible de 428,1 M\$ aux termes de la facilité de crédit. Ces fonds disponibles procurent une plus grande souplesse de financement pour combler des besoins imprévus en matière de liquidités, s'il en est.

Notre capacité à payer le capital et les intérêts sur notre dette, à la refinancer, ou à générer des fonds suffisants pour financer les dépenses d'investissement prévues, dépendra de notre performance future, laquelle, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire et d'autres facteurs qui sont indépendants de notre volonté.

Compte tenu de la vigueur actuelle de notre résultat, nous croyons que les flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation ainsi que le crédit disponible aux termes de la facilité de crédit nous permettront de combler nos besoins en liquidités futurs. Nos hypothèses concernant ces besoins pourraient se révéler inexactes, et les fonds auxquels les sources décrites aux présentes nous donnent accès pourraient ne pas être suffisants pour nous permettre d'assurer le service de notre dette et de pourvoir au règlement de toute charge imprévue.

Billets non garantis de premier rang

Le 22 juillet 2016, la Société a émis les billets à taux fixe à 2,337 % d'un montant en capital total de 525,0 M\$ dans le cadre d'un placement privé au Canada en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit et aux fins générales de l'entreprise. DBRS Limited (« DBRS ») a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux fixe à 2,337 %. Les billets à taux fixe à 2,337 % portent intérêt au taux annuel de 2,337 % payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 22 janvier et le 22 juillet de chaque année jusqu'à l'échéance le 22 juillet 2021. Au 30 octobre 2016, la valeur comptable des billets à taux fixe à 2,337 % était de 526,2 M\$.

Le 16 mai 2014, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux variable d'un montant en capital total de 150,0 M\$ (les « billets à taux variable d'origine »), dans le cadre d'un placement privé au Canada, en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. DBRS a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux variable d'origine. Les billets à taux variable d'origine portent intérêt à un taux équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points de base (ou 0,54 %), établi trimestriellement le 16^e jour de mai, août, novembre et février de chaque année. L'intérêt est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, le 16^e jour de mai, août, novembre et février de chaque année jusqu'à l'échéance le 16 mai 2017. Le 8 avril 2015, la Société a émis d'autres billets non garantis de premier rang à taux variable d'un montant en capital total de 125,0 M\$ (les « billets à taux variable supplémentaires »), selon les mêmes modalités que les billets à taux variable d'origine. Les billets à taux variable supplémentaires s'ajoutent aux billets à taux variable d'origine. Les billets à taux variable supplémentaires ont été émis à un escompte de 0,336 % par rapport à leur montant en capital total, pour un produit brut total de 124,6 M\$. Les billets à taux variable supplémentaires portent intérêt au même taux que les billets à taux variable d'origine, et l'intérêt est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, en même temps que l'intérêt sur les billets à taux variable d'origine. Toutes les autres modalités applicables aux billets à taux variable d'origine s'appliquent aux billets à taux variable supplémentaires, lesquels sont réputés faire partie de la même série que les billets à taux variable d'origine (collectivement, les « billets à taux variable »). Au 30 octobre 2016, la valeur comptable des billets à taux variable s'élevait à 275,2 M\$.

Le 5 novembre 2013, la Société a émis les billets à taux fixe à 3,095 % d'un montant en capital total de 400,0 M\$ dans le cadre d'un placement privé au Canada, en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. DBRS a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux fixe à 3,095 %. Les billets à taux fixe portent intérêt au taux annuel de 3,095 % payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 5 mai et le 5 novembre de chaque année jusqu'à échéance le 5 novembre 2018. Au 30 octobre 2016, la valeur comptable des billets à taux fixe à 3,095 % s'établissait à 405,0 M\$.

Les billets à taux fixe à 2,337 %, les billets à taux variable et les billets à taux fixe à 3,095 % (collectivement, les « billets non garantis de premier rang ») sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées actuelles et futures de la Société.

Les billets non garantis de premier rang sont cautionnés solidairement, sur une base non garantie de premier rang, en ce qui a trait au paiement du capital, des intérêts et des primes, le cas échéant, et de certains autres montants précisés dans l'acte de fiducie qui régit les billets, par certaines filiales de la Société représentant un BAIIA combiné, collectivement avec le BAIIA de la Société (sur une base non consolidée), d'au moins 80 % du BAIIA consolidé. En date des présentes, Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc. sont les seules cautions. Tant que des billets non garantis de premier rang seront en cours et que la facilité de crédit sera en vigueur, l'ensemble des filiales de la Société qui cautionnent à l'occasion des emprunts aux termes de la facilité de crédit cautionneront les billets non garantis de premier rang.

Facilité de crédit

Le 25 octobre 2013, la Société a conclu une deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « convention de crédit SAR ») lui donnant accès à une facilité de crédit renouvelable (la « facilité de crédit »). La Société peut emprunter en dollars canadiens ou en dollars américains.

Le 30 octobre 2015, la Société et les prêteurs ont conclu une convention de modification de la convention de crédit SAR aux termes de laquelle, notamment, la Société a obtenu des engagements supplémentaires de la part des prêteurs pour un montant de 125,0 M\$ au titre de la clause accordéon de la convention de crédit SAR pour la période se terminant au plus tard le 15 juin 2017, ce qui a fait passer temporairement le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit de 250,0 M\$ à 375,0 M\$.

Le 29 janvier 2016, la Société et les prêteurs ont conclu une autre convention de modification de la convention de crédit SAR aux termes de laquelle la Société a obtenu d'autres engagements supplémentaires de la part des prêteurs pour un montant de 250,0 M\$ pour la période se terminant au plus tard le 29 janvier 2018, ce qui a fait passer temporairement le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit de 375,0 M\$ à 625,0 M\$.

Le 25 juillet 2016, à la suite du placement des billets à taux fixe à 2,337 % (dont le produit a été affecté au remboursement de l'encours de la facilité de crédit), la Société a annulé une tranche de 125,0 M\$ du montant global de 625,0 M\$ disponible aux termes de la facilité de crédit, cette tranche n'ayant pas été prélevée par la Société à cette date, afin de réduire la commission d'attente à payer sur la tranche inutilisée.

Aux termes de la convention de crédit SAR, telle qu'elle a été modifiée le 29 janvier 2016, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit, incluant les engagements existants, à 1 300,0 M\$.

Le 21 novembre 2016, la Société et les prêteurs ont conclu une nouvelle convention de modification de la convention de crédit SAR aux termes de laquelle la durée de cette dernière a été prorogée d'un an, du 14 décembre 2020 au 14 décembre 2021.

La marge applicable, allant de 0 % à 2,50 % par année, est calculée d'après la notation attribuée à la Société par une agence de notation pour ses titres non garantis de premier rang. Si au moins deux agences de notation attribuent une notation à la Société, alors la marge doit être établie d'après la notation la plus élevée; toutefois, s'il existe un écart de deux niveaux ou plus entre ces notations, il faut appliquer la notation du niveau immédiatement supérieur à la notation la plus faible. Le fait que la Société n'ait pas de notation n'entraînera pas de cas de défaut, mais la marge la plus élevée s'appliquera jusqu'à ce qu'une notation soit obtenue.

La convention de crédit SAR oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement ajusté en fonction des contrats de location. Au 30 octobre 2016, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

La facilité de crédit est garantie par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La convention de crédit SAR est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature de leurs activités et effectuer certaines opérations avec des entreprises associées. La convention de crédit SAR limite également la capacité de la Société de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 30 octobre 2016, l'encours aux termes de la facilité de crédit s'élevait à 70,0 M\$ (250,0 M\$ au 31 janvier 2016) hormis les lettres de crédit émises pour l'achat de stocks, qui s'élevaient à 1,9 M\$ (1,0 M\$ au 31 janvier 2016).

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 30 octobre 2016. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

(en milliers de dollars)

	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 2 à 5 ans \$	Total \$
Dettes d'exploitation et charges à payer	139 635	-	-	139 635
Dividendes à verser	11 813	-	-	11 813
Intérêts présumés sur la facilité de crédit et les billets à taux variable ¹⁾	987	2 959	-	3 946
Remboursement du capital sur les billets à taux variable	-	275 000	-	275 000
Versements d'intérêts sur les billets à taux fixe à 2,337 %	6 135	6 135	49 076	61 346
Versements d'intérêts sur les billets à taux fixe à 3,095 %	6 190	6 190	18 570	30 950
Remboursement du capital sur les billets à taux fixe à 2,337 %	-	-	525 000	525 000
Remboursement du capital sur les billets à taux fixe à 3,095 %	-	-	400 000	400 000
	<u>164 760</u>	<u>290 284</u>	<u>992 646</u>	<u>1 447 690</u>

¹⁾ D'après les taux d'intérêt en vigueur le 30 octobre 2016.

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés et les engagements de la Société au 30 octobre 2016.

(en milliers de dollars)

	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 2 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Obligations au titre de contrats de location simple ²⁾	40 335	121 006	553 190	326 735	1 041 266
Lettres de crédit	1 943	-	-	-	1 943
Nouvel entrepôt en construction	150	-	-	-	150
	<u>42 428</u>	<u>121 006</u>	<u>553 190</u>	<u>326 735</u>	<u>1 043 359</u>

²⁾ Représente les loyers annuels de base, compte non tenu des loyers conditionnels, des frais d'entretien des aires communes, des impôts fonciers et d'autres charges payées aux propriétaires, éléments qui, ensemble, équivalent à approximativement 40 % du total de nos charges locatives.

Outre les obligations au titre de contrats de location simple, les lettres de crédit et la construction du nouvel entrepôt susmentionnés, nous ne sommes assujettis à aucun autre engagement ou arrangement non comptabilisé.

Instruments financiers

La Société se sert d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport au dollar canadien, le recours à des couvertures pourrait causer des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont constatés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017, la nature des risques découlant des contrats de change à terme et la gestion de ces risques n'ont connu aucun changement significatif.

Pour une description des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 et à la note 14 des états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice 2016.

Transactions entre parties liées

Baux immobiliers

À l'heure actuelle, nous louons 20 magasins, 5 entrepôts, un centre de distribution et notre siège social auprès d'entités contrôlées par le président exécutif du conseil d'administration, Larry Rossy, ou par certains membres de sa famille immédiate, aux termes de baux à long terme. Les frais de location associés à ces baux conclus avec des parties liées sont évalués au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché.

Les frais de location facturés par des entités contrôlées par Larry Rossy ou par certains membres de sa famille immédiate ont totalisé respectivement 3,6 M\$ et 14,5 M\$ pour les périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 30 octobre 2016, comparativement à 3,5 M\$ et 14,4 M\$, respectivement, pour les périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 1^{er} novembre 2015.

Terrain

Un terrain situé à Montréal, au Québec, a été acquis le 5 février 2016 auprès d'une partie liée à Dollarama au coût de 22,1 M\$, le même prix que celui payé par cette partie dans le cadre d'une récente transaction dans des conditions de concurrence normale, en vue de la construction d'un entrepôt de 500 000 pieds carrés pour répondre aux besoins de capacité liés à l'expansion du réseau de magasins de la Société. La construction a commencé en mars 2016. L'immeuble est pratiquement terminé et le rayonnage à palettes, les luminaires et d'autre matériel sont en cours d'installation. Le nouvel entrepôt devrait être prêt à l'utilisation avant la fin de l'exercice.

Estimations comptables et jugements critiques

Pour préparer les états financiers consolidés intermédiaires résumés, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et jugements importants posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude relative aux estimations dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 sont les mêmes que ceux employés dans les états financiers consolidés audités de l'exercice 2016. Pour plus d'informations, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice 2016.

Principales normes et interprétations

La Société n'a pas adopté de normes comptables ou d'interprétations importantes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui remplacera IAS 17 *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et son adoption anticipée est permise, pourvu que la Société ait également adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La nouvelle norme exige que le preneur comptabilise une obligation locative correspondant aux paiements locatifs futurs et un actif lié au droit d'utilisation relativement à la plupart des contrats de location, et les inscrive à l'état de la situation financière, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités. La Société étant assujettie à d'importantes obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple conformément à IAS 17, l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à une hausse significative des actifs et des passifs et à des changements significatifs touchant le moment de la comptabilisation des charges associées aux contrats

de location. La Société analyse actuellement l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur son état consolidé de la situation financière et son état consolidé du résultat net et du résultat global.

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* relative au classement et à l'évaluation, à la dépréciation et à la comptabilité de couverture. Cette norme remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est permise. La Société analyse actuellement l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 sur son état consolidé de la situation financière, sur son état consolidé du résultat net et du résultat global et sur son tableau des flux de trésorerie.

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes précédentes sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris IAS 18 *Produits des activités ordinaires*. En septembre 2015, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15 du 1^{er} janvier 2017 aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est permise. La Société analyse actuellement l'incidence de l'adoption d'IFRS 15 sur son état consolidé de la situation financière et son état consolidé du résultat net et du résultat global.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation futurs de la Société sont décrits dans le rapport de gestion annuel et la notice annuelle de la Société de l'exercice 2016 (disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com), et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés aux activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 1^{er} août 2016 et se terminant le 30 octobre 2016 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dividende

Le 7 décembre 2016, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs de ses actions ordinaires de 0,10 \$ par action ordinaire. Ce dividende en trésorerie trimestriel de la Société sera versé le 1^{er} février 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 6 janvier 2017. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 8 juin 2016, la Société a annoncé que le conseil d'administration avait approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et que la Société avait obtenu l'approbation de la Bourse de Toronto (« TSX ») en vue du rachat aux fins d'annulation d'au plus 5 975 854 actions ordinaires, soit 5,0 % des 119 517 081 actions ordinaires émises et en circulation à la clôture des marchés le 7 juin 2016, durant la période de 12 mois allant du 17 juin 2016 au 16 juin 2017 (l'« offre de rachat de 2016-2017 »).

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017, un total de 1 571 500 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2016-2017, au prix moyen pondéré de 100,41 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 157,8 M\$. Le capital-actions de la Société a été réduit de 5,6 M\$ et le reliquat de 152,2 M\$ a été porté en réduction des résultats non distribués.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, 5 140 646 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2016-2017 et de l'offre de rachat en vigueur avant le 17 juin 2016, au prix moyen pondéré de 93,63 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 481,3 M\$. Le capital-actions de la Société a été réduit de 18,5 M\$ et le reliquat de 462,8 M\$ a été porté en réduction des résultats non distribués, donnant lieu à une augmentation du déficit des capitaux propres.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et, au 6 décembre 2016, 116 871 080 actions ordinaires étaient émises et en circulation. En outre, il y avait 2 578 400 options émises et en cours au 6 décembre 2016, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 119 449 480 actions ordinaires émises et en circulation sur une base diluée au 6 décembre 2016.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».